



Comité pour l'interculturalité ¹

Responsabilité Coloniale : Aux Origines de la Guerre dans le Sud-Kivu

Delphin NTANYOMA R.²

La récente crise dans la région qui s'est accentuée entre 2017-2019 ; et qui connaît l'implication de groupes armés étrangers (Burundais et Rwandais) agissant par procuration de ces deux pays semble toujours tirer les ficelles autour des autochtones et des nouveaux-venus. L'implication des groupes armés étrangers tire leur origine dans la crise autour des élections de 2015 au Burundi.

Cet article présente le lien entre la crise que connaît la région du Sud-Kivu par rapport aux origines coloniales. Le manque d'appréciation de l'administration coloniale dans la gestion des entités dites traditionnelles couplé de la discrimination de certaines communautés seraient en grande partie le facteur explicatif de la contestation et mobilisation pour les affrontements récurrents dont on croirait inter-ethnique.

Crise Humanitaire sans Précédent

La situation est dramatique dans le Haut Plateau d'Uvira-Fizi, ici désigné comme Bijombo-Minembwe (Bijombo et Minembwe se situent en Province du Sud-Kivu, précisément et respectivement dans les territoires d'Uvira et Fizi). Les récentes confrontations se sont concentrées sur la région couvrant l'axe Bijombo, Kamombo (Fizi), Itombwe (Mwenga) ainsi que Minembwe. Depuis 2017, cet axe a fait l'objet d'attaques sans précédent qui aurait emporté de milliers de vies humaines, de centaines de milliers sont devenus déplacés internes ou fuyant vers les pays limitrophes de la République Démocratique du Congo (RDC).

Dans un contexte volatile et difficilement accessible car sans routes qui connectent cette région au reste de la province, les dégâts sont estimés en tableau ci-après : plus de 265 grands villages ont été complètement incendiés ; et par la suite, autour de 300,000 personnes ont fui leurs villages³. La destruction des villages n'a pas épargné les champs mais aussi des stocks de vivres dans un contexte

¹ Bamko-Cran est une association dirigée par des femmes afrodescendantes vivant en Belgique. Elles abordent des sujets liés au genre et au racisme. Plus d'informations sur www.bamko.org

² Volontaire Bamko

³ Pour quelques détails, les liens suivant peuvent indiquer l'ampleur de cette tragédie :

<https://nationaltelegraph.net/a-contemporary-dejected-story-of-dcrs-mulenge-that-you-wouldnt-like-to-read/> & <https://www.dw.com/fr/rdc-situation-sécuritaire-préoccupante-dans-les-hauts-plateaux-de-minembwe/a-49328274>

où l'agriculture est la principale source de subsistance. Les morts sont estimés autour de 300 sur cet axe et depuis Mars 2019 avec un grand nombre de milliers de blessés. Les attaques de groupes armés n'ont pas épargné les infrastructures sociales comme écoles, centre de santé, églises... On estime autour de 120 écoles détruites, une quarantaine de centres de santé ; et le tissu social autour de la famille, villages et églises est enfin détruit.

L'économie locale est totalement détruite car les populations locales n'ont plus accès à leurs champs mais aussi le cheptel (ensemble des animaux d'élevage d'une exploitation agricole, ou plus largement d'une région ou d'un pays) comme vaches ont été pillées dans son ensemble. On estime autour de 40,000 qui ont été pillées dans les mains de paisibles citoyens sans protection alors qu'un nombre estimé aux alentours de dizaine de milliers ont péri à la suite de famine⁴. Le contexte économique permettait la transhumance (transhumance), la migration périodique du bétail, par laquelle les vaches pouvaient paître à leur convenance. A la suite des conditions sécuritaires qui ressemblent aux « camps de concentration », les éleveurs assistent impuissant à la destruction de leur économie. Comme cela ne suffisait pas, ces vaches pillées alimentent la violence comme moyens de récompenser les combattants pour de futurs affrontements ; et plus particulièrement, acquérir les nouvelles capacités militaires en se procurant des armes et munitions. Les attaques se répètent du jour au jour même autour de localités où sont positionnées les troupes la Mission de Maintien de la Paix des Nations Unies (Monusco).

Tous les villages de Mibunda dans le Secteur d'Itombwe, les villages des localités de Kamombo ainsi que la grande partie de Minembwe ont été complètement détruits. A Bijombo, il n'en reste que quelques villages ; estimés entre 4-6. Toute la population de ces entités dont leurs villages ont été détruits se sont vu obligées de fuir dans différentes directions. C'est soit Uvira, Fizi, Lulelenge ou Mwenga pour ceux qui les peuvent. Toutefois, d'autres qui ont de difficultés d'être acceptés facilement dans ces les différents coins de la région n'ont que de choix limités. Pour la plupart, ceux ayant de difficultés d'être acceptés ne peuvent que faire le choix de Minembwe Centre ou Mikenke autour de la Monusco. Ces communautés contestées sont constituées en majorité de Banyamulenge et Barundi dont l'histoire largement tronquée aurait cru qu'ils sont des « immigrés » ayant trouvé d'autres communautés qui sont dits « autochtones ». La reproduction de cette histoire ainsi que les différentes guerres qu'a connu cette partie du pays ont renforcé ce sentiment que particulièrement le Banyamulenge sont des « envahisseurs ». Dans toutes ces directions, les déplacés internes vivent de conditions difficiles avec une assistance humanitaire insignifiante ; et les plus affectées dans cette tragédie humanitaire sont les communautés contestées. Pour en comprendre l'origine, il est important de recourir à l'histoire coloniale.

Administration Coloniale, Gestion d'Entités Traditionnelles, et la Discrimination de « Pasteurs Tutsi »

⁴ Voir le récent rapport de la commune Rurale de Minembwe (**en annexe**) ; mais aussi le reportage Radio France Internationale affirmant que les vaches ont disparu à Minembwe : <http://www.rfi.fr/afrique/20191022-rdc-minembwe-sud-kivu-attaques-groupes-armes-exactions>

1. Contestations Communautaires

D'une manière générale, la récente crise dans Bijombo-Minembwe s'inscrit dans la suite de contestations communautaires autour de l'appartenance aux terres et la gestion de chefferies traditionnelles⁵. La région est occupée par les groupes ethniques majeurs qui sont Babebembe, Bafuliro, Banyindu, Bavira, et Banyamulenge. Pour des raisons liées au manque d'appréciation coloniale, certaines communautés ont été considérées comme 'autochtones' et d'autres comme 'immigrantes'. Cette opposition entre 'autochtone —immigrant' s'est accentuée au fil des années sous la grande manipulation politique pour de fins non-avouées. Avoir eu la chance de gérer une entité dite traditionnelle s'est traduit par la suite comme preuve d'antériorité et attachement au sol ; et la constitution congolaise (2006) renforce ce sentiment en son article 10⁶. Ce manque d'appréciation aurait largement affecté la région de grand lacs d'Afrique mais aussi l'Est du Congo. D'une manière particulière, la communauté dite Banyamulenge s'est vue victime de cette confusion de l'administration coloniale qui, enfin, souffre aujourd'hui du sentiment général de la société congolaise considérant les membres de cette dernière communauté comme des 'étrangers—envahisseurs'.

Dans le temps, cette communauté s'est vu contester au point que même la nationalité leur avait été contestée officiellement. Des décisions officielles avaient été prises comme quoi les membres de cette communauté doivent quitter le Congo. Cette contestation est en partie l'explication de guerres dont cette communauté aurait servi comme Cheval de Troie⁷. Depuis plusieurs années, le groupement de Bijombo dont l'un de membres de Banyamulenge dirigeait a fait l'objet de contestation qui a conduit à la destruction de ce groupement composant la chefferie dite Bavira en territoire d'Uvira⁸. Cette contestation de la gestion de la localité repose largement sur le fait que certaines communautés n'ont pas ce droit de gérer les entités traditionnelles du fait qu'elles ne l'ont pas eu dans le temps ; une interprétation manipulée et politisée localement. Bizarrement, cette contestation au niveau de Bijombo ne tient pas compte du fait que cette communauté dite Banyamulenge avait eu, durant la période coloniale, leurs entités qui ont été abolies sur de bases moins objectives. L'histoire coloniale retient que ce groupement de Bijombo était dans le temps celui de Budulege qui a été abolie sur base de la discrimination ; selon les révélations de Weis (1959). Tout serait partie de la logique de fusionner les entités administratives locales connues comme de chefferies.

Alors que plusieurs sources indiquent que même ces groupements ethniques qui sont actuellement contestés comme n'ayant pas leurs propres chefferies traditionnelles l'ont eu dans le temps, la

⁵ Voir Muchukiwa, Jean Bosco (2006) « *Territoires ethniques et territoires étatiques. Pouvoirs locaux et conflits interethniques au Sud Kivu* ». Paris: L'Harmattan ou encore Vlassenroot, K. (2002). Citizenship, identity formation & conflict in South Kivu: the case of the Banyamulenge. *Review of African Political Economy*, 29(93–94), 499–516. <https://doi.org/10.1080/03056240208704635>

⁶ Elle stipule en son article 10 : « Est Congolais d'origine, toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (présentement la République Démocratique du Congo) à l'indépendance. »

⁷ Pour de détails, voir Stearns, J. (2013). Banyamulenge: Insurgency and exclusion in the mountains of south kivu. *The Rift Valley Institute*, 1–64

⁸ Voir Muchukiwa (2006) et Vlassenroot (2002)

restructuration de ces entités en « chefferies agrandies », c'est-à-dire, fusion de plusieurs chefferies en nombre limité a fait que certaines communautés restent sans pouvoir traditionnel. Particulièrement, le Banyamulenge qui avaient les leurs dans le temps, ils ont vu leurs entités annexées aux autres pour de raisons qui restent floues et dont Weis (1959 :149) indique qu'ils ont fait l'objet de la discrimination en s'opposant aux colons. Par conséquent, l'administration coloniale a décidé de ne pas leur offrir ce prorogatif de gérer les entités traditionnelles. Actuellement, avec l'évolution de la gestion des entités traditionnelles qui sont considérés comme ethniques, le Banyamulenge sont considérés comme des apatrides au niveau local ; et connaissent une contestation farouche qui mobilise les jeunes contre les « envahisseurs ».

Récemment (fin 2018), quelques localités de la région de Minembwe ont été érigée en commune rurale avec plusieurs autres sur le territoire national. Seule la Commune Rurale de Minembwe a connu une contestation allant jusqu'à l'usage des armes avec une mobilisation tous azimuts. Cette Commune rurale érigée sur moins d'une vingtaine de villages et donc à la base de plusieurs conflits car habitée en majorité par le Banyamulenge, groupe rwandophone vivant dans l'Est de la République démocratique du Congo et venant de la montagne d'Itombwe. D'une manière particulière, des manifestations ont été organisées de partout en criant sur l'agenda de 'balkaniser' (Faire éclater (un pays, une zone) en nombreuses petites unités) le Congo à partir de cette commune de moins de 10,000 habitants. Minembwe est situé à une distance de centaines de kilomètres de la frontière avec le Rwanda, Tanzanie ou le Burundi. Des discours, campagnes et analyses politiques ont été menés de Bruxelles, Arizona, Washington, Manchester, Bukavu, Goma, Kinshasa juste pour contester et présenter cette initiative qui s'inscrit dans la logique de la décentralisation comme un danger à la nation Congolaise⁹. Certains n'ont jamais hésité d'affirmer que la population de Minembwe est constituée de 'Rwandais' réfugiés de 1959. De politiciens¹⁰ de grande renommée n'hésitent pas à appeler à la défense des terres nationales contre les 'envahisseurs'. Pour ce faire, ce débat prend une tournure d'un combat noble contre les envahisseurs qui veulent occuper les terres des 'autres'. Pour ceux qui ne sont pas en mesure de déchiffrer cette manipulation, cette « rhétorique » mobilise à jamais. Ce qualificatif d'immigrant a une racine dans la

2. De la Discrimination Coloniale

L'histoire coloniale est complexe au point d'évoquer quelques aspects serait probablement vu comme réducteur. Toutefois, sur base de plusieurs documents écrits pendant la période coloniale, il convient de prouver que cette communauté Banyamulenge appelée aujourd'hui comme 'envahisseurs' avait eu leurs chefferies qui ont été abolies pour de raisons liées à la discrimination. Pour la plupart de cas, selon les informations recueillies dans Weis (1959)¹¹, il est clair que les 'Ruandas' avaient résisté contre les bavures de la colonisation qui leur coûtera plus cher dans

⁹ En termes d'indications, le lecteur peut consulter : <https://www.youtube.com/watch?v=Fu7pb-jO9xk> (Manchester) ; <https://www.youtube.com/watch?v=2KqcijD5t4o&t=293s> (Afrique du Sud) ;

¹⁰ Ici je cite par exemple le discours de Martin Fayulu lors d'un Meeting politique qui s'est tenu à Kinshasa (4/8/2019). A lire ici : <https://www.youtube.com/watch?v=0ZxErT85BIw&feature=youtu.be>

¹¹ Weis, G (1959), Le Pays d'Uvira : Etude de géographie régionale sur la bordure occidentale du lac Tanganika, Académie Royale des Sciences Sociales, Mémoires in-8^o. Nouvelle série. Tome VIII, fasc. 5 et dernier Bruxelles

l'avenir. La première de confusion sur ce peuple Banyamulenge avait été liée aux plusieurs noms utilisés pour le désigner. Dans tous les documents écrits pendant la période coloniale, on les trouve de fois comme Watuzi, Batutsi, Ruandas, Banya-Ruandas, Tutsi d'Itombwe, et de fois Banyaruguru¹²... Cette conception aurait probablement ignoré l'existence et le lien entre leur établissement sur le sol qui deviendra le Congo, nommément aux localités de Mulenge qui devrait constituer leur éponyme. Banyamulenge ayant décidé de lever cette confusion et revenir cet éponyme Banyamulenge, des débats interminables continuent en ce que certains considèrent cela comme l'usurpation d'une identité.

Durant cette période coloniale, Weis prouve que l'administration coloniale avait systématiquement résolue de discriminer ce peuple affilié aux Tutsi (selon la conception coloniale et qui continue à se répéter). Par conséquent, l'administration coloniale avait eu du mal à gérer ce peuple 'récalcitrant' au point que de mesures prises par les colons autour de l'activité pastorale ne passent pas facilement chez le Banyamulenge. Parlant d'obstacles que rencontreraient les mesures visant à changer les convictions pastorales de Banyamulenge, Weis (1959 : 276-78) révèle que l'un de ces obstacles est « *des antécédents fâcheux aux relations entre les Ruanda et l'administration [coloniale]. Le refus prolongé d'admettre leur introduction et leur immigration, suivi de leur rejet d'un territoire à l'autre, puis, après leur fixation de fait dans la chefferie, l'indécision quant à leur intégration (création puis désintégration du groupement Budulege), tout a contribué à mettre les Ruanda au ban de notre influence. L'administration ne peut plus s'étonner de leur réticence* »

Cette lecture de Weis prouve largement qu'il y avait plusieurs points de divergences entre l'administration coloniale et le Banyamulenge, dits Ruandas. D'une part, il semblerait que ce peuple avait été imposé une conception erronée autour de leur migration et établissement dans la région ; ce qui expliquerait leur refus d'admettre ce qui leur avait été « imposé ». Ensuite, bien que Weis n'y fasse pas allusion, le groupement Budulege n'est pas le seul à avoir été aboli par l'administration coloniale. Il y a plusieurs autres qui avaient été créé le **6 octobre 1891 ; 3 Juin 1906 ; 2 Mai 1910**¹³ et enfin abolies. En plus de cela, même après la reconfiguration de 1933, les groupements Rwiyerekaka, Sebasamira... ont enfin disparu au profit des autres communautés, notamment Bavira. Le groupement Budulege nommément cité dans Weis, avait duré au moins une trentaine d'années ; et vers 1954, était le plus peuplé de la chefferie dite Bavira (des sources d'archives coloniales le confirment). Dans les archives coloniales, il est facile de réaliser comment étaient distincts ces chefferies—groupements gérés par le Banyamulenge et leurs populations respectives. D'une manière spécifique, les raisons de l'abolition du groupement Budulege restent floues et continuent à alimenter les tensions entre les communautés ; et cela en dépit du fait que ce groupement fut reconnu vers 1979 comme Bijombo. Depuis 1979, Bijombo reste un épice centre de

¹² Par exemple, Moeller (1936) « *Les Grandes Lignes Des Migrations de Bantous de la Province Orientale du Congo Belge* » appelle les Banyamulenge comme **WATUZI** alors Hiernaux (1965) « *Note sur les Tutsi de l'Itombwe : La position anthropologique d'une population émigrée* » les considère **Tutsi d'Itombwe**

¹³ Reyntjens, Filip & Stefaan Marysse (1996). « *Conflits au Kivu: Antécédents et Enjeux* ». Anvers: Centre d'Etudes de la Région de Grands Lacs d'Afrique.

contestation, car dit-on, celui qui gère cette entité ne le mérite pas. La contestation d'une commune rurale de Minembwe s'est inscrite dans la même logique.

Loin de ces divergences sur l'établissement et l'immigration, Weis révèle aussi que les populations Banyamulenge avaient été réticents vis-à-vis des colonisateurs comparativement aux Bavira. Il souligne que ce Banyamulenge avaient fait l'objet d'une politique d'isolement mais aussi de 'surveillance'. De surcroît, en dépit d'être nomades ou pasteurs-éleveurs de vaches, leur gestion politique de villages était appréciable. Weis affirme que leur « système de gestion des cités » était aussi active et respectueuse, ayant de conseils de notables actifs que ceux de Bavira. Weis (1959 :259, note 1 de bas de page) l'exprime en ces mots : « **cet isolement particulier du haut versant et du plateau explique-t-il le maintien de traditions politiques chez les Ruanda ; chefs de villages écoutés, conseils de notables actifs ? Cette hiérarchie mieux cristallisée travaille à rencontre [l'encontre] de l'administration, qui se plaint encore, en 1954, de ne pouvoir gouverner les Ruandas** ». Cet extrait prouve que le peuple Banyamulenge aurait été victime d'insubordination à l'égard du colonisateur qui avait difficile à supporter un tel comportement. Pour ce faire, l'administration coloniale aurait peut-être bon jugé de punir ce peuple pour longtemps. En guise de conclusion sur héritage malheureux qui continue à endeuiller les populations locales de cette région, le Royaume de Belgique aurait à répondre de ses responsabilités. D'une manière particulière, Weis (1959) indiquant que la communauté Banyamulenge a été discriminée au point que leurs entités territoriales mises sous la gestion des autres communautés ethniques, le Royaume de Belgique devra reconnaître publiquement ce manque d'appréciation qui a endeuillé cette partie du territoire Congolais. Pour la stabilité de cette région du Sud-Kivu et les communautés « victimes », la Belgique devra penser à la réhabilitation. Toutefois, cette crise connaît une donne régionale avec l'implication des groupes armés Burundais et Rwandais.

Implication de Groupes Armés Etrangers & Indifférence de l'Armée Nationale

La présence des groupes armés étrangers et locaux dans la région sont en grande partie soupçonnés d'être derrière ces attaques ; et celles ciblant spécifiquement certaines communautés sur base contestée de leur appartenance aux terres. D'un côté, il y a les groupes dits Burundais dont *Resistance pour un Etat de Droit au Burundi* (Red-Tabara), *Forces Populaires du Burundi* (FPB) connu il y a quelques années sous *Forces Républicaines Burundaises* (FOREBU) et *Front National de Libération* (FNL/Nzabampema). Les sources sur le terrain font état de la participation active du groupe Burundais Red-Tabara aux côtés de Biloze-Bishambuke et Maimai (Maimai est le terme générique désignant les combattants locaux). Biloze-bishambuke et Maimai recrutent au sein des communautés ethniques Babembe, Bafuliro, Banyindu et Bavira en grande partie. Des recherches bien établies d'une manière indépendante confirme la volonté avérée qui caractérise ces Maimai à l'encontre de Banyamulenge. Ces Maimai ont juré et jurent de temps en temps qu'ils feront de leur mieux pour en finir avec les envahisseurs. Ces groupes Burundais ont été entraînés, financés et appuyés par le Rwanda dans la quête de combattre le Président Nkurunziza Pierre. Depuis 2017, la présence de ces Burundais et leur lien avec Kigali a été documenté par les rapports du groupe d'experts de Nations Unies sur la RDC. Des sources concordantes confirment leur participation

active derrière les Maimai surtout lors de pillages des vaches Banyamulenge ; et cela sous cette main invisible de leurs commanditaires.

De l'autre côté, les sources locales avaient pointé à la présence des éléments proches du Général Kayumba Nyamwasa, dissident de Paul Kagame qui serait proche de Gumino. Gumino est de fois soutenue par un groupe d'auto-défense locale non structurée appelé Twirwaneho. Gumino et Twirwaneho sont composés en majorité par les membres de la communauté Banyamulenge. Depuis plusieurs semaines (Novembre 2018), les éléments dits de Kayumba Nyamwasa auraient fait mouvement vers Mwenga-Kalehe pour de raisons inconnues. Serait-il que certains de ces éléments qui appartenaient à Kayumba Nyamwasa auraient été piégés et ont fini par être écrasés lors de ce passage de Minembwe vers Kalehe et le Nord-Kivu. Certains qui ont survécu sont actuellement dans les prisons Rwandaises. Ces éléments dits de Kayumba Nyamwasa auraient eu une certaine facilitation du Burundi comme le souligne les rapports du groupe d'experts de Nations Unies pour la RDC. Bujumbura aurait agi dans le sens se contrebalancer cette menace que représentait les groupes opposants soutenus par Kigali ? De toute évidence, la présence de ces groupes étrangers implique directement les deux pays voisins de l'Est dont le Rwanda et le Burundi.

Conclusion

Depuis ces événements qui datent de 2015 dans la région de Bijombo, Itombwe, et Minembwe, il est difficile d'affirmer que les Forces Armées Nationales Congolaises (FARDC) ont agi à la hauteur de répondre à ses missions régaliennes de protéger les populations locales. Toutefois, son indifférence devant l'accroissement des groupes armés étrangers pousse plusieurs observateurs à voir une certaine complicité dans les événements qui endeuillent cette région du pays. À cela s'ajoute le fait que le FARDC (les Forces armées de la République démocratique du Congo) en mission d'Opérations militaires, décidées par le Président de la République comme étant urgentes, n'ont de fois pas intervenu ou intervenus tardivement pour de raisons non encore élucidées. Il s'agit d'un autre débat qui n'offusque en rien la responsabilité coloniale. La Belgique devrait reconnaître ses manipulations qui continuent à endeuiller les populations locales. Comme souligné dans les paragraphes précédents, la Belgique ferait mieux d'indiquer clairement à quel niveau et pourquoi le groupement Budulege (à titre d'exemple) appartenant au Banyamulenge a été supprimé alors que vers 1954, les archives coloniales indiquent que cette entité était la plus grande dans la chefferie d'Uvira. Pour de raisons de convaincre toutes les parties prenantes au conflit au sud Sud-Kivu, une commission indépendante composée des personnalités neutres et visant à déterminer la manière dont les colonisateurs ont géré cette partie du territoire du Sud-Kivu reste déterminante. Cette commission pourrait contribuer à comprendre les mécanismes par lesquels la répartition de chefferies traditionnelles pendant la période coloniale a été en partie la source de ces guerres récurrentes et comment y remédier.

Références:

- Constitution congolaise (2006): article 10
- Discours de Martin Fayulu lors d'un Meeting politique à Kinshasa (4/8/2019): <https://www.youtube.com/watch?v=0ZxErT85BIw&feature=youtu.be>
- Weis, G (1959), Le Pays d'Uvira : Etude de géographie régionale sur la bordure occidentale du lac Tanganika, Académie Royale des Sciences Sociales, Mémoires in-8⁰. Nouvelle série. Tome VIII, fasc. 5 et dernier Bruxelles

Quelques mots sur l'auteur:

NTANYOMA R. Delphin

PhD Researcher in Conflict Economics

The Institute of Social Studies/

Erasmus University Rotterdam

Twitter: <https://twitter.com/Delphino12>

Blog: www.easterncongotribune.com

Pour citer cet article : NTANYOMA R. D. (30.12. 2019) « Responsabilité Coloniale : Aux Origines de la Guerre dans le Sud-Kivu », Analyse n°41, Edt. Kwandika de Bamko-Cran asbl, Bruxelles.